



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE

LE LIVRE BLANC JAPONAIS SUR LA DÉFENSE 2026 : TOKYO SONNE L'ALARME

Marianne Péron-Doise / Directrice de recherche à l'IRIS,
directrice de l'Observatoire géopolitique de l'Indo-Pacifique
et co-responsable du Programme Asie-Pacifique de l'IRIS

Septembre 2026



PRÉSENTATION DE L'AUTRICE



Marianne Péron-Doise / Directrice de recherche à l'IRIS, directrice de l'Observatoire géopolitique de l'Indo-Pacifique et co-responsable du Programme Asie-Pacifique de l'IRIS

Marianne Peron-Doise est directrice de recherche à l'IRIS, spécialiste des questions stratégiques en Asie. Elle y dirige l'Observatoire géopolitique de l'Indo-Pacifique et le Programme Asie-Pacifique. Elle est également chargée d'enseignement à SciencesPo Paris, l'Université catholique de Lille et l'Institut français de Géopolitique.

Ses travaux portent sur les questions géopolitiques en Indo-Pacifique avec un accent sur les questions de sécurité et de défense en Asie du Nord-Est (Japon-Péninsule coréenne), les alliances, les problématiques de sécurité maritime globales, les marines et forces maritimes émergentes ainsi que les principaux théâtres maritimes (océan Indien, mers de Chine, océan Pacifique).



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE

Par son poids économique, démographique et la persistance d'une multitude de défis politiques, stratégiques et sécuritaires, l'Asie-Pacifique fait l'objet de toutes les attentions. Le programme Asie-Pacifique de l'IRIS et son réseau de chercheurs reconnu à l'échelle nationale et internationale se donnent pour objectif de décrypter les grandes dynamiques régionales, tout en analysant de manière précise les différents pays qui la composent et les enjeux auxquels ils sont confrontés.

Les champs d'intervention de ce programme sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

Ce programme est dirigé par **Marianne Peron-Doise**, directrice de recherche à l'IRIS, et **Emmanue Lincot**, directeur de recherche à l'IRIS et professeur à l'Institut catholique de Paris.

iris-france.org



@InstitutIRIS



@InstitutIRIS



institut_iris



IRIS



IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

Publié le 4 août 2026, le dernier livre blanc japonais sur la défense¹ s'inscrit dans la continuité du tournant stratégique engagé par le gouvernement de l'archipel depuis la diffusion des trois documents de sécurité nationale de 2022² et dont la mise à jour est attendue avant la fin de l'année 2026. Ragaillardi par l'écrasante majorité dont dispose la Première ministre Sanae Takaichi au sein des deux chambres du pays et en dépit d'une situation financière préoccupante, l'actuel gouvernement estime pouvoir mettre en œuvre le renforcement militaire décidé, tout en notant l'urgence d'une adaptation du Japon à un environnement régional jugé plus dangereux que jamais. Début septembre 2026, le ministère de la Défense a demandé un budget de l'ordre de 48 milliards d'euros pour 2027.

Ainsi, le Japon cherche moins à annoncer une nouvelle stratégie qu'à justifier l'accélération de sa mutation militaire et à désamorcer le narratif relayé par la Chine et ses principaux relais médiatiques sur la renaissance d'une forme de « militarisme nippon »³. Ces derniers se montrent extrêmement virulents depuis les déclarations de la Première ministre japonaise en novembre 2025 reconnaissant l'impact qu'aurait une crise dans le détroit de Taïwan sur la sécurité de l'archipel. Une « situation de menace pour la survie » du Japon selon ses propos et pouvant justifier la mise en œuvre des Forces d'Autodéfense (FAD)⁴.

Le document repose sur trois idées de fond : la Chine constitue désormais le principal défi stratégique, la guerre est entrée dans une phase de transformation technologique rapide, et la sécurité du Japon exige un effort durable de modernisation militaire, industrielle et technologique.

La principale conclusion du livre Blanc est que le danger ne réside pas seulement dans la volonté d'un acteur de déclencher une guerre, mais dans la combinaison de tensions territoriales, de rivalités stratégiques et de transformations technologiques qui augmentent le risque d'erreur de calcul. Pour Tokyo, l'Indo-Pacifique est entré dans une période où une

¹ La version synthétique en anglais, [DOJ2026_Digest_EN.pdf](#)

² Stratégie de Sécurité nationale, Stratégie de Défense nationale et Programme de construction militaire.

Marianne Péron-Doise, « Le Japon en passe de devenir une grande puissance militaire de l'Indo-Pacifique », *The Conversation*, 20 avril 2023

Marianne Péron-Doise, « Japon, une voie incertaine vers la puissance militaire », dans « Le Japon et les métamorphoses de la puissance », *Revue internationale et stratégique*, n°137 (printemps 2025) : 139-147.

³ À noter un regain de virulence des cercles chinois après le discours du ministre de la Défense du Japon lors du forum annuel sur la sécurité asiatique, Koizumi Shinjirō, « Managing Regional Tensions Amid Global Competition » (discours, 5th Plenary Session, 23rd IISS Shangri-La Dialogue, Singapour, 31 mai 2026)

Les commentaires des cercles chinois Gua Yanjun et Wang Jiayi, « 'Japan's neo-militarism' constitutes same old threat in new guise », *Global Times*, 10 juin 2026.

Shao Jingkai et Wang Guangtao, « 'neo-militarism', why Beijing sees Japan reviving a prewar trajectory », *Think China*, 12 juin 2026.

« China has accused Japan of 'reckless militarism'. What's behind the latest tensions ? », *The Guardian*, 2 juillet 2026.

⁴ En accord avec les dispositions de la législation sur la Paix et la Sécurité adoptée en 2015 par le gouvernement Abe. (voir annexe).

crise locale peut rapidement produire des effets régionaux, voire impliquer les États-Unis, la Chine, le Japon et leurs partenaires respectifs.

UN TRIO MENAÇANT (CHINE, RUSSIE, CORÉE DU NORD) ET UNE CRISE MAJEURE NON EXCLUE

Déjà qualifiée de « défi stratégique majeur » dans l'édition précédente, la Chine reste présentée comme un enjeu de sécurité central pour l'archipel dans le Livre blanc 2026. Tokyo considère que Pékin ne se limite plus à renforcer ses capacités militaires autour de Taïwan ou en mer de Chine orientale, mais cherche à projeter durablement sa puissance au-delà de la « première chaîne d'îles » vers le Pacifique occidental. Une évolution présentée comme susceptible de remettre en cause la stabilité régionale et la liberté d'action de l'archipel nippon. Au-delà d'une analyse purement politico-stratégique (cf. *supra*), c'est sur le terrain de la lutte d'influence et des rivalités de puissance que se situe une partie de l'antagonisme viscéral entre les deux pays. Les questions mémorielles et l'usage systématique qu'en fait la Chine montrent que Pékin ne peut supporter que le Japon puisse contester le développement de la puissance chinoise et sa prééminence dans la région⁵.

La contingence taiwanaise

De fait, le Livre blanc considère qu'un scénario de crise majeure en Indo-Pacifique, comparable par certains aspects à la guerre en Ukraine, ne peut plus être exclu. Le risque d'escalade militaire régional est ainsi jugé croissant aux yeux de Tokyo qui explique que plusieurs facteurs peuvent se combiner pour transformer une crise localisée en confrontation plus vaste. On le sait, la perspective la plus préoccupante pour le gouvernement japonais demeure une crise dans le détroit de Taïwan. Le Livre blanc souligne que la montée en puissance des capacités chinoises, en particulier navales et aériennes, accroît les risques d'incident ou de confrontation dans cette zone stratégique. Pour Tokyo, un conflit autour de Taïwan entraînerait des conséquences directes sur la sécurité japonaise puisque les îles du sud-ouest de l'archipel se trouvent à proximité immédiates. Ainsi, l'île d'Yonaguni, qui abrite depuis peu une garnison des FAD, n'est qu'à 110 km des côtes taiwanaises⁶. En outre, les bases américaines situées au Japon, dont celles d'Okinawa à l'extrême sud de l'archipel, joueraient vraisemblablement un rôle crucial dans la réponse militaire des États-Unis, ce qui ferait de

⁵ « China's old grievance is Japan's new problem », *Red Regime* (Substack), 1er août 2026.

⁶Philippe Messmer, « L'île de Yonaguni, sentinelle du Japon, en première ligne pour contenir l'expansionnisme chinois », *Le Monde*, 21 juin 2026.

Tokyo un acteur impliqué dès les premières phases d'une crise. Enfin toute perturbation autour de l'île de Taïwan affecterait jusqu'à 30 % du commerce japonais. Par ailleurs, les tensions croissantes avec la Chine autour des îles Senkaku (administrées par le Japon mais revendiquées par la Chine) depuis les années 2012 constituent un autre facteur d'escalade possible. Sur ces cinq dernières années, les éditions successives du Livre blanc ont mis en avant la multiplication des incursions des garde-côtes et des forces chinoises de l'Armée populaire de libération (APL)(marine et armée de l'air) dans les espaces maritimes et aériens proches du Japon.

Le scénario redouté de « crises simultanées »

Le document exprime une inquiétude particulière face au rapprochement opportuniste entre Pékin, Moscou et Pyongyang. Le développement des exercices conjoints et de la coopération militaire entre ces trois puissances nucléaires et révisionnistes⁷ qui considèrent que le recours à la force est une option de politique étrangère ouverte, complexifie l'environnement de sécurité du Japon et crée un risque de crises simultanées. La crainte japonaise est que dans l'hypothèse d'une confrontation autour de Taïwan, la Corée du Nord pourrait multiplier les provocations balistiques, tandis que la Russie pourrait exercer une pression supplémentaire dans les espaces maritimes du nord du Japon avec la flotte du Pacifique⁸. Une analyse que la visite ostentatoire de Vladimir Poutine le 13 août 2026 sur l'une des quatre îles disputées au Japon dans les Kouriles (territoires du nord pour Tokyo) tend à renforcer. Au demeurant, les tentatives d'intimidations militaires russes, dont des incursions aériennes de bombardiers stratégiques, quelquefois dans le cadre d'exercices avec la Chine, se sont multipliées autour de l'archipel depuis 2024⁹. Début septembre 2026, Moscou n'a pas hésité à mettre en garde Tokyo contre le déploiement du *Typhon*, un système d'armes terrestres à longue portée capable de lancer des missiles *SM-6* et des *Tomahawks*, sur le territoire japonais à l'occasion de l'exercice d'entraînement multinational *Oriental Shield*¹⁰.

⁷ Dont l'intensification des échanges militaires entre la Russie et la Corée du Nord et le transfert possible de technologies sensibles de la première vers la seconde depuis la signature d'un partenariat stratégique entre elles en juin 2024.

⁸ Masuda Masayuki, Yamazoe Hiroshi, Asami Asahi, « *Imbalanced partnerships, China, Russia and North Korea* », dans *NIDS China Security Report 2026* (été 2025)

Jesse Johnson ⁹ « Japan fighters fire flares after russian military plane enters airspace », *Japan Times*, 23 septembre 2024

¹⁰ Tenu autour du Japon du 8 au 24 septembre 2026, *Oriental Shield* a rassemblé des composantes militaires du Japon, des États-Unis et d'Australie (37 000 hommes). À l'issue, le système *Typhon*, qui avait déjà été mis en œuvre en 2025 lors d'un exercice précédent, *Valiant Shield*, devrait rester entreposé dans une base américaine de l'archipel.

LA GUERRE DU FUTUR EXIGE DES TRANSFORMATIONS URGENTES DE L'APPAREIL DE DÉFENSE NIPPON

L'un des principaux apports du document est son analyse approfondie des « nouvelles formes de guerre ». Le ministère japonais de la Défense estime que les conflits contemporains sont transformés par l'usage des hautes technologies : l'intelligence artificielle (IA), les systèmes autonomes, les capacités spatiales, la guerre électromagnétique et les opérations informationnelles. Développer de nouvelles capacités est par ailleurs crucial pour Tokyo qui est confronté à l'effondrement de sa natalité et aux difficultés de recrutement pour les FAD, qui en découlent¹¹.

Le renforcement de la base industrielle et technologique de défense (BITD), un vecteur de développement économique national

S'inspirant des enseignements de la guerre en Ukraine, Tokyo est conscient que la supériorité militaire ne dépend plus uniquement des plateformes et systèmes d'armes traditionnels. La capacité à produire rapidement des systèmes peu coûteux, à exploiter des essaims de drones, à protéger les réseaux numériques et à soutenir un conflit prolongé devient tout aussi déterminante. Cette réflexion traduit une évolution doctrinale importante. Le Japon ne se prépare plus seulement à la défense de son territoire contre une attaque conventionnelle, mais cherche à se positionner dans un environnement marqué par l'hybridation des conflits, l'accélération technologique et la compétition permanente sous le seuil de la guerre.

Face à ces défis d'un type inédit, le Livre blanc défend une transformation profonde des capacités de défense japonaises. D'abord, il insiste particulièrement sur le renforcement de la BITD afin d'accroître l'autonomie stratégique du pays et de réduire certaines dépendances extérieures. Il encourage donc explicitement la coopération avec les entreprises technologiques, les start-ups et le secteur civil de l'innovation. Ensuite, l'accent est mis sur l'acquisition de systèmes non habités dans les domaines aériens, maritimes et sous-marins, ainsi que sur l'amélioration des stocks de munitions, de la résilience logistique et des capacités de production en temps de crise.

L'Industrie de défense, vecteur d'intensification des partenariats globaux

Si le Livre blanc réaffirme que l'alliance avec les États-Unis demeure la pierre angulaire de la stratégie japonaise, il souligne la nécessité pour le Japon de développer davantage ses

¹¹ Fabrice Wolf « Drones et industries : le Japon compense son déficit démographique par la technologie et les liens régionaux », *Meta-Defense*, 18 septembre 2026.

partenariats avec les pays partageant les mêmes intérêts en Indo-Pacifique. Depuis quelques années on observe l'intérêt de Tokyo pour le développement de formats de coopération minilatérale : Japon, États-Unis, Australie ; ou Japon, États-Unis, Corée du Sud ; mais aussi Japon, États-Unis, Australie, Philippines. Enfin, les transferts d'armements et la coopération industrielle militaires avec des pays partenaires constituent désormais des éléments clefs dans la diplomatie de défense japonaise et la stratégie Indo-Pacifique réactualisée par le gouvernement Takaichi en mai 2026 à travers le discours de Hanoi et le dont le maître-mot est d'accroître la résilience régionale¹². Des chaînes d'approvisionnement sécurisées avec un accès aux matériaux critiques en constituent les piliers.

Le Japon vient en effet de lever les dernières barrières à l'exportation d'équipements de défense en vigueur depuis des décennies, un changement historique ouvrant la voie à la vente d'armes létales et faisant entrer l'archipel sur le marché international de l'industrie de défense¹³. Pour la Première ministre, cela devrait permettre à l'archipel de renforcer sa défense nationale, tout en stimulant l'industrie d'armement pour en faire un moteur économique¹⁴. Sur le long terme, les capacités d'exportations japonaises, si elles se confirmaient, devraient participer à l'évolution du statut stratégique de l'archipel, d'allié dépendant des États-Unis en pourvoyeur reconnu de sécurité régionale, y compris au bénéfice de Washington¹⁵.

SE PRÉPARER À LA GESTION D'UN CONFLIT DE HAUTE INTENSITÉ

Le Livre blanc japonais sur la défense 2026 montre que Tokyo ne se prépare plus seulement à défendre son territoire en cas d'attaque, mais à gérer un conflit de haute intensité dans un environnement régional dégradé. Dans cette perspective, la préparation japonaise repose sur au moins trois axes principaux.

¹² Takaichi, Sanae. « Foreign Policy Speech by Prime Minister TAKAICHI Sanae ». Discours prononcé à l'Université nationale du Vietnam, Hanoï, 2 mai 2026. Cabinet du Premier ministre du Japon (Kantei).

Takashi Okamoto « The Takaichi doctrine : operationalizing industrial deterrence in the Indo-Pacific », *Asia-Pacific Center for Security Studies*, 4 mai 2026.

¹³ Céline Pajon « Industrie de défense japonaise : quelles ambitions internationales ? », *Note IFRI*, 8 juillet 2026.

¹⁴ Le Japon a adopté une interdiction conditionnelle des exportations d'armes en 1967, puis une interdiction totale. Puis Tokyo avait consenti des exceptions, avant d'ouvrir la voie en 2014 aux exportations pour cinq catégories de produits militaires non létaux (sauvetage, transport, alerte, surveillance, déminage).

¹⁵ Nicole Pitassi, « Japan's shift from the Yoshida doctrine to the Takaichi doctrine : the start of Japanese active deterrence », *Bloomsbury Intelligence and Security Institute*, 13 mai 2026.

Renforcer les capacités militaires de réaction et de dissuasion

Le gouvernement japonais poursuit la mise en œuvre des réformes décidées dans les documents stratégiques de 2022. L'objectif est de disposer de forces plus réactives, capables de répondre rapidement à une crise autour des îles du sud-ouest du pays ou dans le détroit de Taïwan. Le Livre blanc souligne notamment le développement de capacités de frappe à longue portée, le renforcement de la défense intégrée aérienne et antimissile (IAMD) et l'amélioration de la surveillance maritime et spatiale. Le projet phare SHIELD (*Synchronized, Hybrid, Integrated and Enhanced Littoral Defense*), un système de défense côtière multidomaine, qui intègre une variété de système non habités (drones aériens, de surface et sous-marins) bénéficie d'une enveloppe de 100 milliards de yens. Un déploiement accru des FAD dans l'archipel des Ryukyu, proche de Taïwan est également annoncé.

Tirer les leçons de la guerre en Ukraine

L'un des enseignements majeurs retenus par beaucoup de stratégestes issus de cercles officiels ou de *think tanks* est que les guerres modernes peuvent être longues et consommer énormément de ressources. Cette approche traduit la conviction que la préparation économique et industrielle est désormais aussi importante que la préparation opérationnelle. Il convient donc que le Japon augmente ses stocks de munitions – dont les intercepteurs PAC-3MSE, du carburant et des pièces détachées, tout en améliorant sa résilience logistique¹⁶. À cet effet, le Livre blanc insiste notamment sur l'augmentation des capacités de production de l'industrie de défense et la protection des infrastructures critiques.

Accélérer l'intégration des nouvelles technologies

Le document accorde une place inédite à l'IA, aux drones, aux systèmes autonomes, à l'espace et au cyberspace. Le ministère de la Défense estime que ces technologies seront décisives dans les futurs conflits. Tokyo mise donc particulièrement sur l'acquisition de drones (aériens, maritimes et sous-marins) et l'utilisation de l'IA pour le traitement de l'information et l'aide à la décision. Sur ce dernier point, on notera que Sanae Takaichi a reçu Peter Thiel, cofondateur de Palantir en mars 2026. Le groupe est connu pour développer *Maven Smart System* (MSS), une plateforme d'analyse avancée et d'aide à la décision à vocation militaire. Ce système, mis en œuvre par l'armée américaine pour la détection et la désignation de cible, vient d'être

¹⁶ Masashi Murano, William Chou « Sustaining fight, munitions acquisitions, industrial capacities and integrated air missile defense », *Hudson Institute* (juin 2026).

adopté par l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et pourrait intéresser le Japon¹⁷.

CONCLUSION

La préparation japonaise à une crise repose sur une logique de dissuasion, de résilience et de transformation. Tokyo cherche simultanément à renforcer sa puissance militaire, à mieux résister à un conflit prolongé, à intégrer les technologies émergentes et à s'appuyer sur un réseau d'alliances. Le message central du Livre blanc 2026 est clair : le Japon considère désormais qu'une crise majeure en Indo-Pacifique est plausible et qu'il doit être prêt à y faire face sans délai. Pour autant, Tokyo considère qu'aucune crise majeure ne pourra être gérée seul. Le Livre blanc réaffirme que l'alliance avec les États-Unis demeure le pilier de la sécurité japonaise et que la coordination opérationnelle avec les forces américaines doit être renforcée. Renforcer la valeur dissuasive de l'Alliance reste cruciale pour Tokyo, confronté à un Donald Trump versatile. Des discussions se sont ainsi engagées entre les deux partenaires sur la dissuasion nucléaire élargie, Tokyo pouvant envisager de revoir les 3 principes non nucléaires pour permettre des escales (d'avions ou de navires) ou le stationnement permanent d'équipements nucléaires américains sur son territoire¹⁸ afin d'accroître la crédibilité de l'engagement américain.

Parallèlement, Tokyo développe une intense diplomatie militaire et des coopérations multisectorielles avec d'autres partenaires de l'Indo-Pacifique (Australie, Inde, Philippines, Corée du Sud) et d'Europe (Royaume Uni, France), notamment dans les domaines du renseignement, de la technologie et de l'industrie de défense. Pour Tokyo, ces partenariats permettent de construire une architecture régionale de sécurité plus résiliente face aux risques de coercition ou de déstabilisation. Enfin une ouverture croissante a été opérée vers l'Union européenne (UE) et l'OTAN, Tokyo étant persuadée d'une interdépendance croissante entre la sécurité asiatique et Europe.

Au-delà de la simple multiplication des coopérations, le Livre blanc 2026 révèle une évolution majeure de la pensée stratégique japonaise : la sécurité du Japon n'est plus envisagée uniquement à l'échelle de l'archipel, mais comme un enjeu régional et global. Tokyo cherche à bâtir un réseau de partenariats capable de dissuader toute remise en cause de l'ordre

¹⁷ Le MSS transforme une masse de données (image, satellites, drones, radars, renseignements...) en une représentation exploitable de la situation sur le champ de bataille.

¹⁸ Marianne Péron-Doise « Japon : que nous dit la tentative d'ouverture d'un débat public sur le nucléaire par l'actuel ministre de la défense ? », *Note IRIS*, 28 juillet 2026.

régional, tout en réduisant sa dépendance exclusive envers les États-Unis. Si le Japon demeure solidement ancré dans l'alliance américaine, il cherche à s'imposer comme un acteur de sécurité plus autonome et plus influent au sein d'une coalition de partenaires partageant les mêmes préoccupations stratégiques.

ÉVOLUTION DE LA POSTURE DE DÉFENSE DU JAPON ET DU STATUT DES FORCES D'AUTODÉFENSE (FAD)

1945 Défaite et occupation du Japon par les forces américaines. Démantèlement de l'Armée impériale et de la Marine impériale.

1947 Entrée en vigueur de la Constitution du Japon imposée par le général Mac Arthur et qualifiée de « pacifiste » en raison de son article 9 qui pose le renoncement à la guerre et à l'entretien de forces armées. (Article 9. « Aspirant sincèrement à une paix internationale fondée sur la justice et l'ordre, le peuple japonais renonce à jamais à la guerre en tant que droit souverain de la nation, ou à la menace, ou à l'usage de la force comme moyen de règlement des conflits internationaux. Pour atteindre le but fixé au paragraphe précédent, il ne sera jamais maintenu de forces terrestres, navales et aériennes, ou autre potentiel de guerre. Le droit de belligérance de l'État ne sera pas reconnu »)

1950 Éclatement de la guerre de Corée. Création de la Réserve de la police nationale (75 000 hommes) à la demande américaine.

1951 Signature du premier Traité de sécurité nippo-américain (connu sous le nom d'*Anpo*, *Anzen Hosho Joyaku*) en même temps que le Traité de San Francisco.

1952 Réorganisation en Force de sécurité nationale (110 000 hommes) et Force de sécurité côtière.

1954 Création de l'Agence de défense (*Boecho*) et des Forces d'Autodéfense terrestres, maritimes et aériennes et début du réarmement progressif du Japon. Les missions des FAD sont limitées à la défense du territoire et au maintien de l'ordre public. Jusqu'à aujourd'hui, le contrôle civil sur les FAD reste très étendu et leurs domaines d'emploi ainsi que le recours à la force demeurent marqués par une profonde ambiguïté.

1957 Adoption de la politique fondamentale de défense nationale qui se caractérise par sa posture purement défensive.

1960 Révision du Traité de coopération mutuelle et de sécurité entre le Japon et les États-Unis déclenchant de larges manifestations populaires d'opposition. Elle introduit une clause de réciprocité. Les États-Unis s'engagent à défendre le Japon et celui-ci à soutenir les forces américaines en cas d'attaque sur le territoire de l'archipel. Tokyo autorise le stationnement des troupes américaines sur son territoire. Aujourd'hui estimées à 55 000 personnels, elles sont déployées sur 80 bases.

1967-1971 Proclamation et adoption par la Diète des trois principes antinucléaires (*Hiraku San Gensoku*), ne pas fabriquer, ni posséder d'armes nucléaires et ne pas en introduire sur son territoire.

1970 Premier Livre blanc sur la défense, puis édition annuelle à partir de 1976. Il est question de « défense préventive ».

1976 Première ébauche du Programme de défense nationale, concept de base des forces de défense et politique de limitation des dépenses militaires à 1 % du PIB. Adoption de la posture « minimale de défense ».

1991 Envoi symbolique de dragueurs de mines de la Force maritime d'autodéfense (MSDF) dans le golfe Persique après la guerre du Golfe en réponse à de fortes exhortations des États-Unis.

1992 Loi sur le maintien de la paix (*Peacekeeping Operations, PKO*) pour amorcer un processus d'internationalisation des FAD en parallèle à l'implication japonaise au sein de l'Organisation des Nations unies (ONU) et mission au Cambodge.

2001 Loi sur les mesures spéciales antiterroristes et soutien logistique dans l'océan Indien (ravitaillement des navires américains et alliés participant aux opérations en Afghanistan)

2003 Missions humanitaires, de reconstruction et de transport en Irak. Les personnels étant envoyés hors des zones de combat et non autorisés à se servir de leurs armes.

2007 L'Agence de défense est élevée au rang de ministère de la Défense.

2010 Les Nouvelles orientations de Défense entérinent la posture de « dissuasion dynamique » pour les FAD

2011 Engagement massif des FAD dans le secours aux populations à la suite du grand séisme à l'est du Japon et à la catastrophe nucléaire de Fukushima. Cette participation à la sécurité civile contribue à attirer une certaine sympathie populaire et à modifier l'image des FAD.

Ouverture de la première base militaire japonaise à l'étranger avec l'établissement d'un détachement des FAD à Djibouti.

2013 Première Stratégie de sécurité nationale et création du Conseil de sécurité nationale auprès du Premier ministre, à l'initiative du Premier ministre de l'époque Shinzo Abe qui entend « normaliser » les FAD et prône un « pacifisme pro-actif ».

2014 Levée partielle des principes relatifs aux exportations de matériel de défense pour 5 catégories de produits militaires non létaux dans les domaines du sauvetage, du transport, de l'alerte de la surveillance et du déminage.

2015 Adoption de la législation sur la Paix et la Sécurité et révision des lignes directrices de l'Alliance nippo-américaine. La législation permet aux FAD de recourir à l'autodéfense collective et de porter secours à des pays amis dans certaines situations mettant en jeu les intérêts nationaux vitaux du Japon. Ceci sans limites géographiques.

2017 Shinzo Abe souhaite faire adopter une loi légitimant l'existence des FAD pour en faire des forces armées reconnues et propose de modifier l'article 9. Devant la forte opposition de la société civile, il renonce.

2018 Les lignes directrices de défense nationale adoptent le concept de « Forces de défense multidomaines ». Création d'une brigade de déploiement rapide amphibie chargée de défendre les îles Senkaku.

2022 Face au choc créé par l'invasion de l'Ukraine, le Premier ministre Kishida décide la publication de 3 documents stratégiques majeurs (Stratégie de sécurité nationale -. où la Chine est qualifiée de « défi stratégique sans précédent » - Stratégie de Défense nationale et plan de construction militaire), adoption de capacités de contre-attaque et engagement à porter le budget de défense à 2 % pour 2027.

2023 Adoption d'une loi relative à la base de production de défense avec la levée des dernières restrictions sur l'exportation d'armes létales ouvrant la voie à la vente d'équipements de défense à l'étranger (avions et navires de combat, missiles...).

2025 Lancement du Commandement des opérations interarmées. L'Australie choisit la frégate japonaise Mogami modernisée et s'engage pour 12 unités.

2026 Augmentation globale des dépenses de défense au-delà de 9 000 milliards de yens pour 2027 (48 milliards d'euros) et révisions anticipées des 3 documents stratégiques avant la fin de l'année 2026.

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'événements.